



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

États membres

Question au Gouvernement n° 3389

Texte de la question

CRISE GRECQUE

M. le président. La parole est à M. Gaëtan Gorce, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Gaëtan Gorce. Monsieur le Premier ministre, où va la zone euro ? C'est peu dire que l'attitude des différents gouvernements, dont le vôtre, ne contribue pas à apporter une réponse satisfaisante à une question qui engage notre économie, nos emplois, nos finances publiques.

Aujourd'hui, les peuples européens et le peuple français ont besoin d'une réponse claire !

Comment, à cet égard, justifier l'attitude du Président de la République, qui a refusé la participation des banques à l'effort demandé à tous alors que l'on sait que les intérêts de la dette représentent près de la moitié du déficit européen ?

Il a fallu l'insistance de l'Allemagne pour que leur participation soit sollicitée et qu'elle soit volontaire. Mais la contribution exigée des peuples, elle, n'est ni volontaire ni négociable : elle est imposée.

Dans ces conditions, comment accepter que les risques pris par les créanciers soient uniquement supportés par les États et les contribuables ?

M. Christian Eckert. Très juste !

M. Gaëtan Gorce. Comment considérer comme juste que ce soient les jeunes européens, les salariés européens, et parmi les plus modestes, les retraités européens, qui paient la facture d'une crise dont ils ne sont en rien responsables ?

M. Marc-Philippe Daubresse. Ce sont les gouvernements socialistes qui sont responsables !

M. Gaëtan Gorce. Comment ne pas voir que faire de l'euro un outil d'austérité, c'est nuire à l'euro ? Comment ne pas voir que faute de justice et de solidarité, c'est l'idée européenne que vous laissez mettre en cause ?

Une autre politique est possible, qui passe par la taxation des banques pour soutenir la demande et l'investissement. Pourquoi la refusez-vous ?

Ne croyez-vous pas enfin, monsieur le Premier ministre, et je m'adresse également à l'ensemble des membres du Gouvernement et de la majorité, que vous auriez mieux à faire que d'entretenir de misérables querelles sur les primaires du parti socialiste ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du commerce extérieur.

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État chargé du commerce extérieur*. Monsieur le député, je ne vais pas vous cacher que la situation de l'euro est difficile : depuis un an et demi, notre monnaie est attaquée. Mais grâce aux efforts conjoints de la France et de l'Allemagne, nous avons réussi à la sauver. Et cette décision de sauver l'euro, prise il y a un an et demi, n'est pas remise en cause ; elle demeure. Vendredi dernier, à Berlin, le Président de la République et la Chancelière allemande l'ont rappelée.

L'an dernier, vous aviez voté, à la quasi-unanimité, à l'Assemblée et au Sénat, la quote-part française au plan de soutien à la Grèce de 110 milliards d'euros.

M. Gaëtan Gorce. Et celle des banques ?

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État*. Vous avez également voté la quote-part française au plan de soutien à la zone euro : 440 milliards d'euros abondés par ailleurs par le FMI à hauteur de 25 milliards d'euros.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? La France, l'Allemagne ainsi que l'ensemble de l'Europe ont, cette fois encore,

décidé d'aider nos amis grecs. Et je regrette, monsieur Gorce, que sur un sujet aussi grave, alors que les spéculateurs sont à la manoeuvre, vous proférez des contrevérités sur la position de la France.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.) Non, le Président de la République n'a pas dit ce que vous avez dit. Nous sommes d'accord avec les Allemands pour que la contribution du monde financier privé soit volontaire. *(Murmures sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*
M. Bernard Roman. Ce n'est pas ce qu'on a entendu !

M. Jean-Claude Sandrier. Le pouvoir aux spéculateurs !

M. Gaëtan Gorce. Et les banques ?

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État*. Les Européens sont en droit de demander à l'ensemble des forces politiques grecques, monsieur Gorce, de droite comme de gauche, qu'elles mènent les réformes nécessaires, notamment en matière de privatisation, de fiscalité, pour que l'aide de l'Europe soit utilement utilisée. Sinon, nous aboutirions à transformer la zone euro en zone de transferts budgétaires et financiers du nord vers le sud de l'Europe, ce qui poserait d'autres problèmes politiques.

La réponse est donc politique et je ne doute pas que, sur l'ensemble de ces bancs, monsieur Gorce, nous voulions sauver notre monnaie. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Gaëtan Gorce](#)

Circonscription : Nièvre (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3389

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Commerce extérieur

Ministère attributaire : Commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 juin 2011